

Partie Consommation et Economie

Par Eric MEUNIER

Publié le 31/10/2000

Ukraine : Un sondage de l'Institut ukrainien de la Consommation a montré que 82% des personnes interrogées désiraient un étiquetage des OGM. L'Association ukrainienne des Consommateurs estime que le gouvernement n'a ni la capacité à tester et identifier les ingrédients génétiquement modifiés, ni les outils pour obliger les importateurs à étiqueter leurs produits. Elle demande cependant au parlement ukrainien de voter une loi obligeant l'étiquetage.

Espagne : Pour satisfaire les besoins énergétiques de 60.000 personnes, deux centrales thermiques sont en projet, près de Burgos et Huesca : elles seraient alimentées avec de la paille de céréales et de chardons génétiquement modifiés pour offrir de plus hauts rendements et cultivés sur des milliers d'hectares. A noter qu'actuellement les chardons transgéniques ne sont pas autorisés en Europe.

la Montagne 19 octobre 2000 ,
Lettre d'information de l'AGPB

Belgique : Au printemps dernier, dans la liste de Greenpeace informant sur les aliments contenant ou non des OGM, 50 % des produits étaient garantis sans OGM par les distributeurs. Aujourd'hui, plus de 90 % n'en contiennent pas. « Presque la totalité des produits vendus en supermarchés sont maintenant libres d'OGM », déclare Greenpeace. Cependant, le bétail est nourri à partir de protéines telles que la farine de soja et le maïs. Et l'Europe importe une grande partie de ces éléments des Etats-Unis, du Canada et de l'Argentine (les trois principaux producteurs d'OGM), ainsi que du Brésil.

La vitamine C est-elle exempte d'OGM ? : Pour pouvoir le garantir, il faudrait que les producteurs d'acide ascorbique en fabriquent de façon biologique. En effet, le maïs conventionnel, à partir duquel on produit la vitamine C, n'est pas trié entre ogm et non ogm. Ainsi le magasin de diététique Go To Health propose sur son site web les adresses des fabricants de vitamine afin que les consommateurs fassent pression pour qu'ils garantissent l'absence d'OGM.

Natural Foods Merchandiser, octobre 2000

Des viticulteurs et des négociants bourguignons indépendants ont contacté des spécialistes des OGM de tous horizons et fait le point sur l'état de la recherche. Devant les risques (diminution de la diversité génétique de l'encépagement, risques de perte de la typicité des vins, risques de dissémination dans l'environnement et d'autres effets imprévus et irréversibles), ils demandent un moratoire de 10 ans minimum avant toute mise en marché d'OGM concernant la vigne et le vin (levures comprises), ainsi qu'une réorientation et une transparence totale de la recherche et des

procédures d'agrément. Une association a été créée sous le nom de « Terre et Vins de Bourgogne ».

Anne-Claude Leflaive,
21190 Puligny-Montrachet
ogm-bourgogne[at]wanadoo.fr

Argentine : Interrogé par Inf'OGM, M. Santa Marina de la société Carnar, déclare que la viande que sa société importe d'Argentine, est issue d'animaux nourris exclusivement de pâturage et de compléments de fourrages sans OGM. Compte tenu des moyens actuels de détection, ainsi que de la législation laxiste sur ce point, il est toutefois difficile de vérifier cette information...

Contamination

Maïs StarLink : Après le rappel des produits fabriqués par Kraft Food (cf. Inf'OGM n°13) c'est désormais plus de 300 produits de la marque Mission Foods qui ont été retirés des étagères. La liste des produits incriminés (disponible à www.thecampaign.org/fda-recall.htm) inclut les produits de Mission Foods vendus sous de multiples marques indépendantes, comme Best Buy, Brookshires, Kroger Co., Food Lion, etc.

Tyson Foods, le deuxième plus grand distributeur de volailles américain, ne nourrira plus ses poulets avec le maïs Starlink.

Aventis et l'EPA : Le 25 octobre, Aventis, appuyé par Biotechnology Industry Organization, a demandé à l'Environment Protection Agency (EPA) d'autoriser pour une période de 4 ans le maïs StarLink pour l'alimentation humaine. L'EPA a donc ouvert une consultation nationale (jusqu'au 27 novembre). Hubert Noteburn, scientifique hollandais, démontre que des rats nourris avec du maïs Starlink ont commencé à produire des anticorps.

L'IATP enquête pour découvrir tous les pays qui ont importé du StarLink. Le délégué de l'Union Européenne à Washington, John Richardson, a exprimé les craintes de l'Union quant aux réelles possibilités des Etats-Unis à contrôler leurs exportations de grains.

Une association de consommateurs japonais a détecté ce maïs dans des biscuits salés et des préparations pour gâteaux, importés par Western Family Foods. Suite à cette découverte, le Japon et les Etats-Unis se sont mis d'accord sur la procédure d'inspection de maïs américain à destination de l'Archipel pour garantir l'absence de StarLink.

O Estado de São Paulo, 27 octobre, Reuters 20 octobre et 1er novembre,

<http://www.epa.gov/pesticides/biopesticides>,

<http://cropchoice.com>, 23 octobre 2000, <http://www.iatp.org>

Europe : Les Amis de la Terre ont détecté la présence du maïs génétiquement modifié GA 21 (Monsanto) interdit à la vente dans l'UE dans des tortillas (Phileas Fogg Tortilla Chips, Kims Zapatas Tortilla Chips et les tortilla chips des marques de distributeurs Asda et Safeway) provenant de supermarchés de Grande-Bretagne et du Danemark. L'association avait analysé 31 produits prélevés dans des supermarchés de cinq pays européens - Espagne, Belgique, Autriche, Danemark et Grande-Bretagne. Les produits prélevés en Belgique et en Autriche présentaient des traces, mais à la limite du seuil de détection, ce qui ne permet pas d'établir clairement la contamination. Aucune trace n'a par contre été trouvée en Espagne.

AFP, 6 novembre 2000

Chine : Le gouvernement de la Province de Guangzhou a fait analyser le contenu de 14 échantillons d'aliments importés. Au moins trois d'entre eux contenaient des OGM : Kellogg's corn

flakes, du pop-corn pour four à micro ondes et du soja. Pour éviter à l'avenir ce genre de contamination, la Chine va demander un étiquetage des produits.

China online, 27 juin 2000

Adresse de cet article : https://infogm.org/article_journal/partie-consommation-et-economie-4/